

Nouveau bac, « facteur d'inégalités et de stress »

Réunis en assemblée générale, plusieurs syndicats d'enseignants appellent à une grève de la surveillance des épreuves du nouveau bac.

À la fin du mois de janvier, les élèves de première essuieront les plâtres de la réforme Blanquer, en passant les premières épreuves de contrôle continu du nouveau baccalauréat. D'ici juin, ils en passeront dix ! Un facteur de stress inhabituel pour les lycéens et qui est perçu, quotidiennement, par leurs enseignants. Ceux-ci dénoncent, depuis le début, l'impréparation de l'application de cette réforme, conduite à marche forcée par leur ministre de tutelle.

Le premier syndicat des chefs d'établissement (SNPDEN-Unsa) a même prophétisé, à propos de ces dites épreuves, que « **tout est décidément mis en œuvre pour nous conduire vers un accident industriel majeur** ».

Mise en garde reprise par les enseignants de Millet, Tocqueville, Grignard, à Cherbourg, et Cornat, à Valognes, qui se sont réunis en assemblée générale, jeudi matin, à l'appel des syndicats Snes-FSU, Sud solidaires et CGT Éducation. Ils dénoncent une succession de dysfonctionnements.

Grève et action symbolique

« **Nous n'avons eu connaissance des sujets que le 9 décembre, via la banque nationale**, déplore Pascal Roger, professeur d'histoire-géographie, syndiqué au Snes-FSU. **Comment, dans ces conditions, préparer correctement nos élèves ? Ce n'est pas sérieux. Des sujets avec des coquilles, quand ils ne sont pas erronés par rapport aux programmes, comme c'est le cas en mathématiques.** »

Les épreuves sont à la charge de chaque établissement. « **C'est un facteur d'inégalité conduisant à des bacs maison, car il n'y a ni corrigé type, ni grille de correction. À terme, on peut s'attendre à des différences de notation d'un établissement à l'autre. Une disparité inacceptable.** »

Les professeurs demandent que ces épreuves de contrôle continu soient annulées et transformées en une épreuve nationale et terminale. « **Nous appelons donc à la grève pour les journées de surveillance.** » Par ailleurs, mercredi 15 janvier, à 15 h, une action

symbolique sera menée devant le siège de l'Inspection académique. Les enseignants en colère y déposeront leurs stylos rouges et du matériel pédagogique. « **Nous souhaitons enfin être écoutés. Nous en avons assez de ce ministre qui, du haut de sa tour, ne veut rien entendre.** »